

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers/Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, 26 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GALVA ANJOU TOURAINE

ZI route de Tours
15 rue du Moulin de Grolleau
49490 Noyant-Villages

Références : 2024-531_GALVA ANJOU TOURAINE_INSP_RAP
Code AIOT : 0006303313

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement GALVA ANJOU TOURAINE implanté ZI route de Tours - 15 rue du Moulin de Grolleau Noyant 49490 Noyant-Villages. L'inspection a été annoncée le 30/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALVA ANJOU TOURAINE
- ZI route de Tours - 15 rue du Moulin de Grolleau Noyant 49490 Noyant-Villages
- Code AIOT : 0006303313
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALVA ANJOU TOURAINE, située à Noyant, commune déléguée de Noyant Villages, exploite un atelier de galvanisation à chaud essentiellement pour le traitement de pièces de mobilier urbain, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 26 juillet 2002.

Thèmes de l'inspection :

- Suites de la visite du 20/03/2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités constatées lors de la visite d'inspection du 20 mars 2024 ont été soldées. Aucune nouvelle non-conformité n'a été constatée par l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. <p>[...]</p>
Constats : <p>Lors de la visite de mars 2024, l'inspection avait constaté que les produits chimiques liquides neufs et usés étaient stockés à l'extrémité Est de l'extension de l'atelier : sur un rack de 3 niveaux, découpé en 5 rangées verticales, ayant chacune une rétention métallique associée de 1,2 m³ (dimensions de 2,6 m*1,2 m*0,4 m (L*P*H) vérifiées par l'inspection) ; et sur une dernière rétention similaire, située à gauche du rack. L'exploitant avait transmis un schéma d'implantation du rack de stockage daté du 29/02/2024, ainsi qu'une procédure de stockage qui précise que « Le niveau 0 et le niveau 1 sont les seuls à pouvoir recevoir des containers ou bidon pleins. Le 3^e niveau ne doit accueillir que des contenants vides, ou des produits solides compatibles. ». L'inspection avait constaté que les produits étaient stockés conformément au schéma et à la procédure. En revanche, l'inspection avait constaté que certaines rétentions (4 sur 6) n'avaient pas une capacité suffisante pour respecter la prescription (stockage de 4 GRV de 1 m³ chacun sur une rétention de 1,2 m³). L'exploitant avait indiqué qu'il allait ré-organiser son stockage, et qu'il allait mettre en place au niveau du rack de nouvelles rétentions de plus grande taille : 2,3 m³, de manière à se mettre en conformité. Suite à la visite, l'exploitant a transmis un bon de commande pour les 5 nouvelles rétentions.</p> <p>Lors de la visite de novembre 2024, l'inspection a constaté que les 5 nouvelles rétentions étaient en place, que leur capacité unitaire était bien de 2,3 m³ (dimensions de 2,6 m*1,5 m*0,6 m (L*P*H) vérifiées par l'inspection), et qu'elles étaient correctement dimensionnées (pas plus de 4 GRV de 1 m³ au-dessus de chaque rétention).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
Constats : <p>Lors de la visite de mars 2024, l'inspection avait constaté au niveau du rack de stockage, la présence de 2 GRV, l'un contenant de l'« eau dégazage acide » et l'autre de l'ammoniaque, associés à une même rétention. Le plan des stockages fourni mentionnait également que les stockages d'eau acide et d'ammoniaque étaient prévus sur la même rétention.</p> <p>Lors de la visite de novembre 2024, l'exploitant a transmis un schéma actualisé d'implantation du rack de stockage. L'inspection a constaté que les produits étaient stockés conformément au schéma, et qu'aucun produit incompatible n'était stocké sur la même rétention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite